

Main basse sur les terres agricoles en pleine crise alimentaire et financière

Les accapareurs	Qui exactement	Pays cibles	Quelle production ?	Détails
STRATÉGIE DE SÉCURITÉ ALIMENTAIRE				
Bahreïn	TRAFCO	Australie, Inde, Pakistan, Philippines, Soudan		General Trading and Food Processing Company, une société de commerce international publique basée à Manama, étudie des « projets d'investissement dans l'alimentation » dans ces pays pour développer l'approvisionnement du marché bahreïni. On ne sait pas encore très bien si ces projets comprendront des acquisitions de terres. En 2007, TRAFCO a mis en place une joint-venture de 2,7 millions de dollars US pour des activités de transformation alimentaire au Qatar avec la Qatar Company for Meat and Livestock Trading (Mawashi), qui développe actuellement des activités agricoles à l'étranger.
	gouvernement	Egypte, Irak, Soudan		Le gouvernement bahreïni cherche à louer des terres agricoles dans ces pays et à sous-traiter sa production alimentaire.
	MAP	Géorgie, Égypte, Pakistan		Le Groupe de services MAP (Market Access Promotion), une société internationale d'investissement, s'est joint à d'autres partenaires du Golfe pour former un Fonds alimentaire du Moyen-Orient qui investira collectivement dans la production alimentaire dans des pays voisins du marché des pays du Golfe.
	MAP	Pakistan	produits laitiers	MAP va aussi mettre en exploitation 10 fermes laitières et d'élevage modèles au Pakistan, grâce à du capital investissement, par le développement de petites entreprises et des facilités apportées par des bailleurs de fonds en 2008-10. Une fois la période développement terminée, les actions des exploitations agricoles seront introduites en bourse sur le Karachi Stock Exchange et le Dubai International Financial Exchange.
	gouvernement & secteur privé	Philippines	riz, bétail	En mai 2008, le ministre du commerce du Bahreïn, Hassan Fakhro, est allé aux Philippines pour essayer d'obtenir un accès à de « grandes surfaces de terres » pour cultiver du riz basmati pour la consommation du Bahreïn. D'après certaines informations, un accord aurait été conclu le mois suivant entre les ministres de l'agriculture des deux pays, mais aucun détail n'a été révélé. H. Fakhro a toutefois déclaré à des journalistes que plusieurs entreprises bahreïniennes devraient venir et investir dans la transformation du riz et de la viande. Selon certaines sources, le projet ne vise pas seulement à assurer la sécurité alimentaire de Bahreïn mais aussi à apporter des emplois et du riz aux communautés locales situées dans la zone du projet.

Les accapareurs	Qui exactement	Pays cibles	Quelle production ?	Détails
	gouvernement & secteur privé	Thaïlande	riz	En mai 2008, le ministre du commerce de Bahreïn est allé en Thaïlande négocier un accord dans le cadre duquel Bahreïn pourrait installer une plantation en Thaïlande pour cultiver du riz jasmin pour exportation directe au Bahreïn. Il a déclaré qu'une société publique ou privée est envisagée pour assurer le fonctionnement des activités. Un protocole d'entente a aussi été signé avec un exportateur thaïlandais pour obtenir du riz jasmin, en remplacement du riz basmati, pour le royaume arabe, au cours de deux années qui viennent.
Chine	gouvernement & secteur privé	Afrique, Asie centrale, Russie, Amérique du Sud, Asie du Sud-Est	soja	Au premier trimestre 2008, il est apparu que le ministère chinois de l'agriculture était en train d'élaborer une politique du gouvernement central pour encourager les entreprises nationales à acquérir (louer ou acheter) des terres à l'étranger pour un usage agricole, en particulier pour assurer un approvisionnement à long terme de la Chine en soja. Cinq entreprises publiques auraient été envisagées pour l'application du plan. Selon certaines informations, mi-2008, le projet de politique aurait été suspendu temporairement.
		Australie		Selon <i>The Australian</i> , l'une des premières « fermes offshore » chinoises a commencé ses activités au Queensland en 1989 avec 43 000 ha.
	Suntime	Australie, Cuba, Kazakhstan, Mexique, Russie, Amérique du Sud		Suntime International Techno-Economic Cooperation Group, qui a déjà développé des joint-ventures dans la riziculture à Cuba (5 000 ha) et au Mexique (1 050 ha), va investir dans la production agricole en Asie centrale. Selon Zhang Xichen, un responsable de haut niveau de Suntime, « l'aide aux initiatives visant à louer ou même acheter des terres dans des pays étrangers pour produire des céréales est une manière efficace de garantir la sécurité alimentaire de la Chine ». Suntime opère déjà au Kazakhstan et voudrait également investir en Russie, en Amérique du Sud et en Australie.
	Gouvernement à gouvernement	Brésil	soja	Selon le <i>Financial Times</i> , le ministère chinois de l'agriculture est en pourparlers avec le Brésil pour acquérir des terres agricoles pour la production de soja.
	secteur privé	Birmanie	riz	En 2007, <i>Asia Times</i> a rapporté que des entreprises chinoises envisageaient sérieusement ce qu'il convient d'appeler un « accaparement des terres » dans les régions nord de la Birmanie pour produire du riz hybride à exporter en Chine. Ces opérations ont amené les entreprises à avoir des liens étroits critiquables aussi bien avec les forces militaires qu'avec les milices rebelles dans un effort visant à imposer le contrat de culture de riz hybride chinois aux paysans birmans.

Les accapareurs	Qui exactement	Pays cibles	Quelle production ?	Détails
	secteur privé	Cameroun	riz	En mai 2008, la chaîne de télévision française TF1 a consacré un important reportage à la façon dont l'homme d'affaires chinois Jianjun Wang a acquis des droits sur 10 000 ha de terres au Cameroun pour produire du riz. Les travailleurs agricoles locaux engagés pour travailler dans les rizières pensent que le projet est destiné à exporter le riz en Chine.
	gouvernement & secteur privé	Kazakhstan	soja, blé, bétail	En 2003, la Chine et le Kazakhstan ont signé un accord par lequel les Chinois peuvent louer 7 000 ha de terres dans le district d'Alakol pendant dix ans pour produire des denrées alimentaires pour n'importe quel marché, national ou international. Quelque 3 000 agriculteurs chinois ont été déployés depuis le Yili dans le Xinjiang voisin pour cultiver du soja et du blé et faire de l'élevage sur les terres nouvellement acquises. Une entreprise mixte sino-kazakhe a été mise en place pour superviser le projet.
	G2G	Laos	céréales, poisson	En mars 2004, la municipalité de Chongqing, au Sichuan, et le gouvernement du Laos ont signé un accord pour la construction commune d'un parc agricole de 5 000 ha au Laos où de grandes entreprises chinoises pourraient produire des céréales et des poissons préparés pour exportation en Chine et d'autres régions d'Asie. Quelque 5 millions de dollars US ont été investis dans le projet.
	ZTE	Laos	riz, manioc	Le géant chinois des télécommunications, ZTE Corp. a obtenu la concession de 100 000 ha de terres dans le sud du Laos pour la production du manioc (pour l'éthanol), en partenariat avec Dynasty Company, une entreprise laotienne. Il a été aussi rapporté qu'une entreprise chinoise a fait une demande pour obtenir la concession de 600 000 ha de terres irriguées pour la production de riz. On suppose que les deux projets visent à approvisionner le marché chinois.
	gouvernement	Mozambique	riz	Selon une étude réalisée par Loro Horta, le fils du président du Timor oriental Ramos Horta, le gouvernement chinois investit depuis 2006 dans le développement des infrastructures, la réforme des politiques, la recherche, la vulgarisation et la formation afin de développer la production de riz au Mozambique pour une exportation en Chine. Eximbank a déjà fourni un prêt de 2 milliards de dollars et s'est engagée sur 800 millions de plus pour ces travaux, toutefois on s'attend à une somme supérieure. Quelque 10 000 colons chinois participeront à l'opération. Néanmoins les contrats de gouvernement à gouvernement et les baux pour les terres sont toujours en négociation. Au Mozambique, la terre ne peut appartenir à des étrangers. Il pourrait donc s'avérer nécessaire de conclure des partenariats avec des entités mozambicaines « dormantes ».

Les accapareurs	Qui exactement	Pays cibles	Quelle production ?	Détails
	gouvernement & secteur privé (ZTE, SL Agritech)	Philippines	riz, poisson, maïs, canne à sucre, sorgho	La Chine a dans ses cartons un certain nombre de projets visant à produire des denrées alimentaires aux Philippines dans le cadre de différents arrangements de location ou de concession. En 2007, le gouvernement des Philippines a signé 18 accords avec Pékin qui accordent à des entreprises chinoises, comme le géant des télécommunications ZTE, un accès à 1,24 million d'hectares de terres aux Philippines pour ces cultures, certaines pour l'alimentation et d'autres pour la production énergétique. Parmi ces transactions figurent trois projets commun sur l'aquaculture aux Philippines. Ces accords ont été immédiatement interprétés comme une tentative de la Chine pour externaliser sa production d'alimentation et de carburant, et après des manifestations sociales importantes ils ont été « suspendus ». Pour le moment, des entreprises chinoises travaillent par l'intermédiaire de partenaires locaux comme SL Agritech, afin de recourir de façon importante aux Philippines pour développer la production de riz hybride.
	secteur privé	Russie	riz, soja, légumes	En mai 2008, le gouvernement chinois a indiqué que 80 400 ha de terres agricoles de la Russie voisine ont été mis en exploitation avec des fonds chinois d'un montant de 150 millions de yuans (21,4 millions de dollars). Une partie de la production est réexportée en Chine. C'est par exemple le cas d'une entreprise de Heilongjiang qui cultive du riz dans la province d'Extrême-Orient russe depuis 2004. La surface totale de sa plantation à cet endroit en 2007 était de 42 000 ha. Un autre exemple est donnée par l'exploitation agricole de Baoqing, qui est gérée par un homme d'affaires chinois dans la province juive autonome, également dans la province d'Extrême-Orient, sur 5 000 ha avec un bail sur 20 ans.
	Blackstone	Afrique subsaharienne, RU		Selon l' <i>Economic Observer</i> chinois, le Groupe Blackstone, l'une des plus grandes sociétés mondiales de capital investissement dans lequel la Chine a récemment pris une participation, a déjà investi « plusieurs centaines de millions de dollars dans le secteur agricole, principalement en achetant des terres agricoles dans des zones comme le Sahara et la Grande-Bretagne. »
	Chongqing Seed Corp	Tanzanie	riz	Début 2008, l'entreprise chinoise Chongqing Seed Corp. a annoncé qu'elle a sélectionné 300 ha de terres pour produire du riz hybride en Tanzanie, à partir de l'année prochaine. L'entreprise indique qu'elle soustraitera la production à des agriculteurs locaux et exportera la récolte en Chine. Chongqing a commencé des projets similaires au Nigeria et au Laos en 2006, mais précise déjà qu'il va mettre en sommeil le projet au Laos.
	secteur privé	Ouganda	riz, maïs	Le président Yoweri Museveni a fourni à des investisseurs chinois 10 000 acres (4 046 ha) de terres en Ouganda qui sont exploitées par 400 agriculteurs chinois utilisant des semences importées de Chine. Le projet est supervisé par Liu Jianjun, un ancien responsable gouvernemental chinois maintenant à la tête du China-Africa Business Council, qui a également des contrats pour la construction d'une meunerie pour de la farine de maïs et un projet d'exploitation agricole en Côte d'Ivoire.

Les accapareurs	Qui exactement	Pays cibles	Quelle production ?	Détails
	gouvernement	Zimbabwe		En mai 2008, il a été rapporté que la Chine a reçu le droit d'exploiter 250 000 acres (101 171 ha) de maïs dans le sud du Zimbabwe.
Égypte	Gouvernement à gouvernement	Soudan	blé, bétail	L'Égypte, l'un des plus grands importateurs mondiaux de blé, a signé un contrat avec le gouvernement du Président Omar Al Bashir pour la production de 2 millions de tonnes de blé par an dans le nord du Soudan, pour exportation en Égypte. L'Égypte souhaite également faire de l'élevage dans cette région.
	gouvernement & secteur privé	Ouganda	blé, maïs, bœuf	Le gouvernement ougandais aurait loué à l'Égypte 2 millions de feddans de terres (840 127 ha) - un chiffre stupéfiant correspondant à 2,2 % de la superficie totale de l'Ouganda - dans différentes parties du pays, de façon à ce que le secteur privé puisse venir produire du blé et du maïs et le réexporter au Caire. Selon des discussions de Reuters avec des responsables égyptiens, la transaction a apparemment été conclue fin août 2008 et ferait intervenir sept entreprises agro-industrielles égyptiennes. Les détails de l'opération ont été démentis par des ministres ougandais ainsi que par l'ambassadeur égyptien en Ouganda, mais ce dernier a toutefois confirmé les points suivants : qu'un accord de cette nature est en préparation ; il portera prioritairement sur du blé et de la viande de bœuf biologique à exporter en Égypte ; on espère que la production sera sous-traitée à des petits agriculteurs ; les égyptiens pourraient construire des abattoirs en Ouganda dans ce cadre ; le projet sera financé par le secteur privé. Une délégation d'hommes d'affaires et de scientifiques égyptiens devrait se rendre à Kampala en octobre pour définir les détails avec des homologues ougandais. Les activités initiales porteront sur la mise en place d'essais pour déterminer quelles variétés pousseront bien en Ouganda.
	Gouvernement à gouvernement	Ukraine	blé	L'Égypte chercherait à conclure un accord avec l'Ukraine qui lui permettrait d'exporter du gaz vers Kiev en échange de la location de terres pour sa propre production alimentaire.
Pays du Golfe	Gouvernement à gouvernement	États arabes, Brésil, Asie du Sud-Est	articles alimentaires de base	En mars 2008, les ministres du commerce, de l'économie et des finances du Conseil de coopération du Golfe (CCG) ont émis une recommandation commune invitant les membres du CCG à envisager la création d'une société commerciale commune ou d'un fonds commun pour produire des denrées alimentaires à l'étranger, en Asie du Sud-est, au Brésil et dans d'autres nations arabes pour approvisionner le marché du CCG. Ils ont également proposé la constitution d'une équipe de travail pour superviser les projets, une stratégie et une politique commune et des mécanismes communs d'achat des denrées alimentaires.

Les accapareurs	Qui exactement	Pays cibles	Quelle production ?	Détails
	AgriCapital	Afrique du Nord, Afrique subsaharienne		En août 2008, trois entreprises du Golfe (Abu Dhabi Investment House, Ithmaar Bank et Gulf Finance House) ont annoncé la création d'AgriCapital, un nouveau fonds d'investissement islamique. Ce nouveau véhicule d'investissement d'un milliards de dollars va se lancer dans des achats de terres à l'étranger pour produire des denrées alimentaires pour la région, par l'intermédiaire d'une banque d'investissement distincte créée spécialement à cet effet, et pour financer la recherche sur les biotechnologies.
		Somalie		Des sources indiquent que certains pays du Golfe ont eu des discussions avec le gouvernement de Somalie sur l'affectation de terres pour une production alimentaire à destination du Golfe.
Inde	Gouvernement à gouvernement	Afrique, Australie, Birmanie	légumineuses	Selon l' <i>Economic Times</i> , la Birmanie, l'Australie et l'Afrique font partie des pays visés par le ministère indien des affaires étrangères où des entreprises agro-alimentaires indiennes pourraient cultiver et exporter à destination de l'Inde. En septembre 2008, un accord gouvernement à gouvernement avait été initié avec la Birmanie par lequel l'Inde aura accès à des terres agricoles birmanes pour produire des légumineuses uniquement pour l'exportation en Inde.
	secteur privé	Argentine, Brésil, Birmanie, Paraguay, Uruguay	oléagineux, légumineuses, éventuellement céréales et éthanol	En septembre 2008, la nouvelle a été annoncée que 14 sociétés indiennes d'huile végétale, notamment Ruchi Soya et KS Oils, avaient formé un consortium pour acheter de vastes étendues de terres à l'étranger pour la production de soja, de tournesol et de légumineuses, afin d'échapper aux coûts élevés de la production en Inde. Le groupe négocie actuellement avec les gouvernements de Birmanie, du Paraguay et d'Uruguay pour louer ou acheter des terres. Une source indique que 10 000 ha ont déjà été identifiés au Paraguay pour la culture du soja et que d'autres offres arrivent du Brésil et d'Argentine. Le groupe va mettre en place un véhicule d'investissement structuré (special investment vehicle) avec un capital de départ de 2 milliards de roupies (45 millions de dollars) pour assurer l'autofinancement de 25 % des nouvelles entreprises et chercher des prêts pour le reste.
	secteur privé	Indonésie	huile de palme	Certaines sources indiquent que des grandes entreprises indiennes comme Godrej sont en train d'acheter des plantations de palmiers à huile en Indonésie. On ne sait pas très bien si elles envisagent une production alimentaire ou une conversion en biocarburants. (L'Inde importe une grande quantité d'huile de palme d'Indonésie et de Malaisie pour l'industrie alimentaire.)

Les accapareurs	Qui exactement	Pays cibles	Quelle production ?	Détails
Japon	Mitsui	Brésil	soja, maïs	En novembre 2007, le conglomérat japonais Mitsui a acquis 100 000 ha de terres agricoles brésiliennes (l'équivalent de 2 % des superficies cultivées au Japon) pour la production de soja. Les terrains se trouvent des les États de Bahia, des Minas Gerais et de Maranhão. Mitsui a acheté les terres par l'intermédiaire de sa participation de 25 % dans Multigrain SA, le négociant de céréales brésilien qui a officiellement conclu la transaction. (Multigrain SA est en fait une filiale d'une holding suisse, Multigrain AG.) Les autres propriétaires de Multigrain SA sont CHS Inc, une entreprise américaine d'énergie et d'alimentation, et PMG Trading du Brésil. Dans le même temps, Mitsui a acheté des parts dans Xingu, un autre négociant en céréales brésilien dont le siège central est en Suisse, et a transféré ces parts à Multigrain. L'investissement total de Mitsui dans Multigrain arrive ainsi, avec ses propriétés foncières au Brésil, à 10 milliards de yens (95 millions de dollars). En octobre 2008, Mitsui a englouti encore 76,25 millions de dollars dans Multigrain, ce qui lui donne une participation de près de 40 % dans l'entreprise.
	Asahi, Itochu, Sumitomo	Chine	légumes, fruits, bétail	Trois entreprises japonaises (Asahi, Itochu et Sumitomo) ont loué 100 ha de terres agricoles dans la province orientale de Shandong en juin 2006, dans ce que <i>China Daily</i> décrit comme le premier investissement étranger dans des fermes chinoises. Les terres ont été louées auprès de 800 agriculteurs qui devaient être payés 1 500 dollars/ha chaque année pendant 50 ans. L'établissement sous direction japonaise, Shandong Asahi Green Source High-tech Farm Co, fournit des produits biologiques haut de gamme pour les marchés chinois et coréens. L'investissement total planifié arrive à 18 millions de dollars et 300 ha.
	Asahi	Chine	produits laitiers	En 2007, Asahi a développé la première exploitation laitière japonaise en Chine, dans le Shandong, à partir de son entreprise commune avec Itochu. Les vaches ont été importées d'Australie et la commercialisation a commencé au milieu du scandale de la mélamine en septembre 2008. Le lait d'Asahi, que l'entreprise commercialise de façon agressive aussi bien en Chine qu'au Japon comme alternative au lait chinois contaminé, coûte 50 % de plus que la concurrence, établissant ainsi un nouveau niveau de tarification pour les produits laitiers.
	Itochu	Chine		En août 2008, la quatrième société de négoce japonaise, Itochu, a constitué une alliance avec la société chinoise numéro un du négoce et de la transformation agricoles, COFCO, pour des activités de négoce communes. Selon les interviews à la presse, cette initiative fait partie d'une stratégie visant à se déplacer vers l'amont de l'industrie alimentaire et peut éventuellement comporter des acquisitions de terres agricoles.
	secteur privé	Chine, Amérique du Sud, Asie du Sud-Est		Selon différentes sources, des sociétés japonaises détiennent environ 12 millions de terres agricoles en Chine, en Asie du Sud-Est et en Amérique du Sud.

Les accapareurs	Qui exactement	Pays cibles	Quelle production ?	Détails
	Kobebussan	Égypte	huiles végétales, sucre, produits laitiers, légumes, etc.	En 2006, le gouvernorat de Qena, en Égypte, a accordé 1 600 ha de terres agricoles à Kobebussan, une entreprise agro-alimentaire japonaise, pour produire des denrées alimentaires destinées à l'exportation, pour un coût d'investissement total de 1,2 milliard de livres égyptiennes (290 millions de dollars US).
	Mitsui	Nouvelle Zélande	produits laitiers	En août 2008, Mitsui a porté à 22,5 % sa participation dans Synlait, une entreprise laitière néo-zélandaise. Synlait possède 5 700 ha de terres agricoles en Nouvelle Zélande (et 15 000 vaches).
	secteur privé	États-Unis		Des investisseurs japonais possèdent environ 535 880 acres (216 862 ha) (l'équivalent de 1 milliard de dollars) de terres agricoles aux États-Unis. Beaucoup de ces domaines sont utilisés pour produire ce que certains pourraient appeler des aliments « spéciaux », comme du bœuf avec un persillage important pour approvisionner le marché japonais.
Jordanie	gouvernement & secteur privé	Soudan		En mars 2008, le premier ministre jordanien a annoncé que son pays allait cultiver des terres qui lui ont été attribuées par le gouvernement soudanais pour produire des aliments pour les Jordaniens, et a appelé le secteur privé à y participer. Quatre mois plus tard, le ministère de l'agriculture d'Amman a indiqué qu'il procédait à la nomination d'une société privée pour gérer les investissements agricoles du gouvernement à l'étranger dans le cadre de la lutte contre l'insécurité alimentaire du pays et l'inflation.
Koweït	gouvernement	Birmanie	riz, huile de palme	En septembre 2008, des représentants du gouvernement koweïtien sont venus en Birmanie pour finaliser les conditions d'un accord établi au début de l'année pour produire en Birmanie des produits alimentaires à exporter au Koweït, sur la base d'un contrat d'affermage. Le Koweït fournira les engrais et l'aide financière, tandis que les entreprises birmanes, qui emploient des agriculteurs locaux, fourniront la terre, la main-d'œuvre et d'autres intrants. Le Koweït achètera la production aux prix du marché international et les entreprises birmanes paieront les coûts des engrais avec un intérêt de 4-5 % par mois. Les cultures principalement ciblées sont le riz et le palmier à huile.

Les accapareurs	Qui exactement	Pays cibles	Quelle production ?	Détails
	gouvernement	Cambodge	riz	En août 2008, le ministre de l'agriculture du Koweït, à l'occasion d'une visite à Phnom Penh, a signé un accord bilatéral avec le gouvernement cambodgien pour une production alimentaire externalisée. Le Koweït aura accès, dans le cadre de baux, à des rizières thaïlandaises pour produire du riz à réexporter au Koweït, tout surplus éventuel allant sur le marché international. En échange, le Cambodge pourra bénéficier de technologies agricoles et d'un prêt de 546 millions de dollars US (dont quelque 486 millions iront au développement de l'irrigation et 60 millions à la construction de routes dans le Battambang, une province du nord-ouest du Cambodge où le riz est cultivé, ce qui laisse soupçonner que le riz pour le Koweït sera cultivé au Battambang).
	gouvernement	Égypte, Maroc, Yémen	volailles	En 2008, il a été signalé que Kuwait Investment Authority, le fonds souverain du pays qui représente 265 milliards de dollars US, pourrait investir dans la production alimentaire, notamment les volailles, au Maroc, au Yémen et en Égypte, pour une exportation au Koweït. Le ministère du commerce du pays cherchait également à modifier les statuts de l'Union of Cooperative Societies, un groupe public qui domine le secteur du commerce alimentaire de détail au Koweït, de façon à permettre à l'Union d'investir dans des terres agricoles à l'étranger, éventuellement en coopération avec d'autres unions coopératives arabes. Cette initiative est apparemment suspendue pour le moment.
	gouvernement	Laos	riz, huile de palme	En août, des responsables koweïtis se sont rendus à Vientiane pour discuter d'un accès à la terre pour une production alimentaire, de façon très similaire à ce qui s'est passé dans les autres pays d'Asie du Sud-Est.
	Gouvernement à gouvernement	Soudan	cultures et bovins	Le 7 septembre 2008, le ministre des finances du Koweït a signé ce que son homologue soudanais a appelé un accord de partenariat stratégique « géant » avec le gouvernement de Khartoum. Dans le cadre de l'accord, les deux pays feront des investissements communs dans la production alimentaire, probablement au Soudan, notamment en matière de bovins. L'accord devait entrer en vigueur la semaine suivante, les projets de sécurité alimentaire devant être développés rapidement.
	gouvernement	Thaïlande	riz	Les renseignements détaillés sur les investissements koweïtiens dans la production de riz en Thaïlande ne sont toujours pas accessibles ou sont en encore en discussion. Toutefois, lorsqu'une délégation officielle s'est rendue dans le pays mi-2008, un ministre koweïtien a ouvertement laissé entendre que la Thaïlande offrait de louer des terres agricoles à des étrangers pour une durée allant jusqu'à 90 ans, ce qui constituait une opportunité d'investissement.

Les accapareurs	Qui exactement	Pays cibles	Quelle production ?	Détails
	gouvernement	Ouganda, autres		En avril 2008, au cours du Forum économique islamique mondial (WIEF), le gouvernement du Koweït à lancé un nouveau fonds de 100 millions de dollars US appelé « Dignity Living » (« Vivre dans la dignité »). Les fonds seront investis dans la production alimentaire et le développement agroalimentaire en Ouganda, entre autres pays (non révélés), pour approvisionner le marché du Moyen-Orient. La priorité du fonds est résolument la mise en place d'infrastructures et de moyens pour des exportations alimentaires.
Libye	secteur privé, gouvernement	Liberia	riz	En décembre 2007, Libyan African Investment Portfolio, une filiale suisse d'un fonds souverains libyen, a mis 30 millions de dollars US dans un grand projet de riziculture au Liberia, via une alliance avec une ONG locale, la Foundation for African Development Aid. Le gouvernement libérien a accordé à l'entreprise commune, ADA/LAP Inc, des concessions sur plus de 17 000 ha pour produire du riz pour les marchés locaux et internationaux.
	Gouvernement à gouvernement	Ukraine	blé	En mai 2008, le gouvernement libyen a conclu avec l'Ukraine une transaction qui se traduit par un accaparement de terres. L'Ukraine a obtenu un contrat pétrolier et gazier en Libye, et cette dernière a obtenu l'accès à 247 000 ha de terres ukrainiennes pour y produire sa propre nourriture.
Malaisie	secteur privé	Thaïlande	riz	Selon le ministre thaïlandais de l'agriculture, interviewé en mai 2008, de nombreuses entreprises malaises ont essayé de donner en location des terres agricoles « désertées » dans trois provinces méridionales de Thaïlande, vraisemblablement pour produire du riz à exporter en Malaisie, mais leurs demandes ont été refusées.
Qatar	Gouvernement à gouvernement	Cambodge	riz	Le premier ministre du Qatar s'est rendu au Cambodge en mars 2008, pour signer, selon certaines sources, un accord sur l'accès à des terres agricoles thaïlandaises pour une production et une exportation de riz à Doha. En échange, le Cambodge recevrait une assistance technique ainsi qu'une invitation accordée à M. Hun Sen pour une visite au Qatar en janvier 2009 pour faire une proposition permettant au Cambodge d'avoir une position dominante sur le marché du riz dans le Golfe. Le gouvernement cambodgien espère devenir l'un des premiers exportateurs de riz dans le monde d'ici 2015, à un niveau de 10 millions de tonnes par an, malgré la famine qui continue de sévir dans le pays.
	Gouvernement à gouvernement	Indonésie		En août 2008, Qatar Investment Authority, le fonds souverain du pays, a créé un fonds de 1 milliard de dollars US pour investir dans l'énergie, les infrastructures et éventuellement l'agriculture en Indonésie. QIA apporte 85 % des capitaux et l'Indonésie le reste.
	secteur privé	Pakistan		Une entreprise qatarie envisagerait l'acquisition de l'exploitation agricole de Kollurkar, appartenant au gouvernement du Pakistan, au Penjab, pour produire des denrées alimentaires et les exporter au Qatar. Le responsable du Pakistan Farmers Forum indique que si les Qataris obtiennent cette terre, cela pourrait conduire à la désorganisation de 25 000 villages.

Les accapareurs	Qui exactement	Pays cibles	Quelle production ?	Détails
	Qatar Livestock Mawashi	Australie, Pakistan, Tadjikistan, Soudan	élevage	La société Qatar Company for Meat and Livestock Trading (Mawashi) en est à des pourparlers avancés de haut niveau avec des responsables australiens pour la mise en place d'exploitation d'élevage en Australie. Elle a créé une exploitation d'ovins dans l'ouest du Soudan et a signé un protocole d'entente avec le pays pour un élargissement des activités d'élevage. Elle a également des accords bilatéraux avec deux sociétés d'élevage tadjikes. Qatar Livestock Mawashi a affecté 1 milliard de dollars US au développement d'exploitations d'élevage industriel au Pakistan.
	Gouvernement à gouvernement et secteur privé	Soudan	blé, maïs, oléagineux	En juillet 2008, le Qatar et le Soudan ont annoncé la constitution d'une holding commune qui va investir dans la production alimentaire pour exporter sur les marchés arabes. Zad Holding Company (anciennement Qatar Flour Mills), une entreprise publique, et QIA, le fonds souverain de l'émirat, sont toutes deux impliquées.
	gouvernement	Turquie		D'après certaines informations, la Turquie serait un autre pays dans lequel le Qatar pourrait investir dans l'acquisition de terres pour assurer son propre approvisionnement alimentaire.
	Gouvernement à gouvernement	Vietnam	céréales, fruits, légumes, bovins, ovins	En septembre 2008, les gouvernements du Qatar et du Vietnam ont annoncé qu'ils ont signé un accord pour la mise en place commune d'un fonds d'investissement de 1 milliard de dollars US, dont 900 millions viennent de QIA, le fonds souverain du Qatar. L'homologue vietnamien est State Capital Investment Corp. Une partie du fonds sera investie dans la production de denrées alimentaires au Vietnam pour exportation au Qatar.
Arabie saoudite	gouvernement & secteur privé	Brésil		En août 2008, il a été indiqué que le nouvel ambassadeur saoudien au Brésil cherchait activement à développer des opportunités pour des investisseurs saoudiens dans le secteur agroalimentaire brésilien. Cette initiative pourrait s'accompagner du lancement d'une joint venture de production alimentaire, vraisemblablement pour approvisionner le marché saoudien
	secteur privé	Égypte, Philippines, Sénégal, Turquie, Ouganda, Ukraine	blé, orge, riz, soja, fourrage	Différentes sources indiquent que des investisseurs saoudiens explorent les possibilités d'acquérir des terres pour produire des denrées alimentaires pour l'Arabie saoudite en Égypte, aux Philippines, au Sénégal, en Turquie, en Ouganda et en Ukraine. Certaines informations indiquent également que des entreprises saoudiennes sont à la recherche de partenaires thaïlandais pour se lancer dans la riziculture en Ouganda et au Soudan.
	secteur privé	Éthiopie		En août 2008, le premier ministre éthiopien a déclaré au <i>Financial Times</i> qu'il offrirait volontiers à des investisseurs saoudiens l'accès à des « centaines de milliers » d'hectares de terres agricoles dans un but d'investissement et de développement.

Les accapareurs	Qui exactement	Pays cibles	Quelle production ?	Détails
	Groupe Ben Laden	Indonésie	riz	En août 2008, Bin Laden Group a signé un accord pour investir au moins 4,3 milliards de dollars US, au nom d'un consortium de 15 investisseurs saoudiens connu sous le nom de Middle East Foodstuff Consortium, pour mettre en exploitation 500 000 ha de rizières en Indonésie. Le but est de produire du riz basmati pour exportation en Arabie saoudite, apparemment en utilisant des semences saoudiennes. Bin Laden Group a été présenté par certaines sources comme la principale société « chargée » par le gouvernement saoudien de s'occuper du problème de l'approvisionnement à long terme du royaume à travers des initiatives à l'étranger. Le 14 août 2008, Bin Laden Group a signé un protocole d'entente avec le gouvernement provincial Sultra, par lequel le Groupe « recevra » 80 000 ha de terres. Le <i>Jakarta Post</i> rapporte que Bin Laden Group va également « acquérir » des terres dans le territoire de Merauke Regency, dans la province de Papouasie. Le plan d'investissement prévoit 43 millions de dollars US pour 5 000 ha et la mise en place devait commencer après le ramadan (septembre 2008). Le Groupe envisage de réserver une partie du riz pour le marché local « de façon à ce que les gens là-bas ne causent pas de problèmes ». Les partenaires locaux sont Medco (pétrole et mines), Sumber Alam Sutera (semences de riz hybride) et Bangun Cipta Sarana (construction). Cette initiative saoudienne de riziculture fait partie d'un projet de développement agricole plus vaste portant sur un total de 1,6 million d'hectares, pas seulement pour du riz mais aussi pour du maïs, du sorgho, du soja et de la canne à sucre, dont une bonne partie sera transformée en biocarburants. Bin Laden Group possède une participation de 15 % dans le conglomérat de plantations de palmiers à huile et de mines Bakrie & Brothers.
	gouvernement	Kazakhstan	céréales, bovins	En septembre 2008, des représentants du gouvernement saoudien sont allés au Kazakhstan pour étudier les opportunités d'investissement dans la production céréalière et l'élevage de bovins.
	Al Rabie	Pakistan	produits laitiers	Le Groupe Al Rabie, une entreprise saoudienne de produits alimentaires, première productrice de jus de fruits au Moyen Orient, est intéressé par l'achat de terres au Pakistan pour y développer l'industrie laitière. Al Rabie espère aussi développer les exportations pakistanaïses de concentré de tomate, de pulpe d'agrumes et de fèves conditionnées pour le marché saoudien.
	gouvernement & secteur privé	Pakistan, Soudan, Turquie	riz, blé	En août 2008, le Saudi Fund for Development a annoncé qu'il allait créer un véhicule d'investissement spécial de 566 millions de dollars US pour acheter des terres à l'étranger destinées à la production alimentaire nationale. Les sommes investies dans le fond proviendront à la fois du gouvernement et du secteur privé. Les cultures prioritaires sont le riz et le blé, et le premier investissement sera réalisé au Soudan. La Turquie et le Pakistan, sont situés ensuite sur la liste. Selon <i>Asia Times</i> , le Pakistan a demandé 6 millions de dollars US de pétrole et d'aide financière en échange de l'accès à ses terres agricoles.

Les accapareurs	Qui exactement	Pays cibles	Quelle production ?	Détails
	gouvernement	Soudan	cultures, élevage, pisciculture	En juin 2008, les ministres saoudiens du commerce et de l'agriculture se sont tous deux rendus au Soudan pour étudier des sites d'investissement dans des projets alimentaires et pousser à plus de libéralisation des investissements dans l'agriculture, y compris pour l'élevage.
	HADCO	Soudan	blé, légumes, alimentation animale	Hail Agricultural Development Company (HADCO), une entreprise agroalimentaire saoudienne, a loué 25 000 acres (10 117 ha) pour 95 millions de dollars US au nord de Khartoum pour produire des denrées alimentaires et de l'alimentation animale pour exportation en Arabie saoudite.
	secteur privé	Thaïlande	riz	En mai 2008, une délégation d'hommes d'affaires saoudiens se sont rendus dans la province de Suphanburi pour explorer les possibilités de louer des terres pour leur propre production de riz et créer des entreprises communes d'exportation de riz avec des homologues locaux, afin d'approvisionner le marché saoudien. Selon les informations, tout excédent serait vendu à d'autres pays du Golfe. Les terres qu'ils ont visitées appartiendraient au secrétaire général du parti Chat Thai. Il n'y a pas d'informations détaillées, mais une entreprise privée appelée Ruam Jai Chao Na (Agriculteurs réunis) aurait déjà été mise en place pour gérer le projet saoudien. L'association thaïlandaise des agriculteurs et le ministre de l'agriculture ont considéré que l'accord proposé revenait à brader les terres, et le débat public qui a suivi a fait apparaître le fait que des investisseurs taïwanais et américains ont déjà acheté des terres pour cultiver et exporter à l'étranger.
Corée du Sud	gouvernement	Argentine, Russie, Asie du Sud-Est, Soudan	riz, autres céréales, fourrage, bétail	En mai 2008, le président Lee Myung-Bak a publiquement annoncé le projet de son gouvernement d'acheter des terres au Soudan pour cultiver des denrées alimentaires pour les Sud-Coréens, et a invité le Président al-Bashir à coopérer avec lui. Il a également proposé que la Corée conclue des baux à long terme, de 20-30 ans, pour utiliser des terres agricoles dans la province d'Extrême Orient de Russie et dans des pays d'Asie du Sud-Est pour produire du riz, d'autres céréales et de l'alimentation pour bétail afin de contribuer à l'approvisionnement alimentaire de la Corée. (Le gouvernement coréen possède déjà presque 21 000 ha de pâturages en Argentine, qu'il espère maintenant exploiter pour l'élevage du bétail.)
	gouvernement & secteur privé	Cambodge, Laos, Mongolie		Fin août 2008, il a été indiqué que le gouvernement coréen avait mis en place une équipe, associant les plus grands conglomérats comme LG et Hanwa, pour enquêter sur les terres agricoles que la Corée pourrait cultiver à l'étranger. L'équipe a déjà étudié la Mongolie, le Laos et le Cambodge.
	Pt Agro Enerpia	Indonésie	maïs	En juillet 2008, le conseil régional de Buol, un district de la province centrale du Sulawesi, a annoncé que l'entreprise sud-coréenne PT Agro Enerpia Indonesia allait investir 2 milliards de dollars dans des plantations de maïs à Buol. Un accord a déjà été atteint pour l'attribution de 10 000 ha de terres, et l'entreprise procède à des études de terrain pour porter ce chiffre à 25 000 ha.

Les accapareurs	Qui exactement	Pays cibles	Quelle production ?	Détails
	secteur privé	Mongolie		Selon le <i>Wall Street Journal</i> , des investisseurs coréens cherchent à s'atteler à un projet d'exploitation agricole de 270 000 ha en Mongolie orientale pour produire des denrées alimentaires pour exportation en Corée.
	secteur privé	Russie		Il a été annoncé en mars 2008 que 10 sociétés coréennes ont déjà loué « plusieurs centaines de milliers d'hectares » de terres agricoles à l'étranger pour produire des denrées alimentaires pour exportation en Corée, notamment dans la province maritime russe de Sibérie.
	secteur privé	Soudan	blé	En mai 2008, le gouvernement soudanais a réservé 690 000 ha de terres pour que des Coréens puissent cultiver du blé pour exportation en Corée. La production va démarrer avant la fin de l'année (par le biais d'une joint-venture entre des entreprises coréennes, soudanaises et arabes) sur une exploitation agricole de 84 000 ha.
EAU	Al Qudra	Australie, Croatie, Égypte, Érythrée, Inde, Maroc, Pakistan, Philippines, Soudan, Syrie, Ukraine, Vietnam	riz, bétail, produits laitiers	Al-Qudra holding, une société d'investissement, prévoit d'acquérir 400 000 ha de terres d'ici fin 2009 pour produire du blé, du maïs, du riz, des légumes et du bétail en Australie, en Croatie, en Égypte, en Érythrée, en Inde, au Maroc, au Pakistan, aux Philippines, au Soudan, en Syrie, en Thaïlande, en Ukraine et au Vietnam. L'acquisition des terres devrait se faire à travers une combinaison de baux à 20-30 ans, de concessions et d'achats purs et simples. Al Qudra aurait déjà acquis 1 500 ha en Algérie (bovins et produits laitiers) et au Maroc, et l'on fait état de discussions en cours avec les Philippines, la Thaïlande et le Vietnam pour du riz. Selon le PDG, Mehmood Ebrahim Al Mehmood, 40 % de l'investissement total sera consacré au maïs, bien qu'aucune décision n'ait encore été prise sur la question de le transformer en éthanol. Les premières récoltes sont prévues en 2011 ou 2012. Le plan d'investissement pourrait être étendu aux activités portuaires, à l'amélioration génétique et à la fabrication de matériel d'irrigation.
	Gouvernement à gouvernement	Afrique, Cambodge, Kazakhstan, Amérique du Sud, Vietnam		Le ministre de l'économie des EAU a déclaré mi-juillet 2008 que les EAU envisagent d'acheter des terres agricoles en Afrique, au Cambodge, au Kazakhstan, en Amérique du Sud et au Vietnam pour assurer l'approvisionnement alimentaire des émirats. Des accords ont déjà été négociés avec le Kazakhstan.

Les accapareurs	Qui exactement	Pays cibles	Quelle production ?	Détails
	gouvernement & secteur privé	Pakistan		En juin 2008, il a été signalé que le gouvernement des EAU était en discussions bilatérales avec Islamabad pour l'achat de 400 à 500 millions de dollars US de terres agricoles au Pakistan pour produire des denrées alimentaires et les réexporter dans les émirats. La transaction porterait sur 100 000-200 000 acres (40 470-80 940 ha) dans des grands domaines dans les provinces pakistanaises du Penjab et du Sindh. Parmi les négociateurs des EAU figuraient des représentants du ministère de l'économie, deux sociétés d'investissement soutenues par l'État et des investisseurs privés comme Abraaj (voir plus loin). Du côté pakistanais étaient présents aux discussions les deux représentants du gouvernement (qui sont en principe d'accord avec la transaction) et des propriétaires fonciers privés. Les détails devaient être finalisés en septembre 2008 mais l'objectif est que dans le cadre de l'accord les investisseurs des EAU aient la possibilité d'acheter des terres directement au Pakistan pour des activités agroalimentaires ou bien concluent des joint-ventures avec des agriculteurs pakistanais. Les discussions portent sur de grandes propriétés de façon à abaisser les coûts de transport et de logistique, et l'intérêt des joint-ventures avec des agriculteurs est de se passer d'intermédiaires. Une des points épineux dans les négociations est la demande des EAU d'exempter complètement ces terres des politiques d'exportation pakistanaises qui, du fait de la crise alimentaire, restreignent les exportations de nourriture.
	Abraaj	Pakistan	riz, blé, produits laitiers	Abraaj Capital, une société de capital investissement gérant 5 milliards de dollars US d'actif, aurait acquis, conjointement avec le gouvernement des EAU, quelque 800 000 acres (environ 324 000 ha) de terres agricoles soi-disant « arides » au Pakistan au cours de l'année écoulée pour produire du riz et du blé à exporter dans les EAU. Abraaj va également commencer à investir dans la production laitière et la transformation des produits laitiers avec son Fonds Pakistan de 250 millions de dollars US. Il semblerait qu'Emirates Investment Group et Abu Dhabi Group ne seraient pas loin de chercher à conclure de telles transactions. Parmi les autres acteurs figurent Al Ghurair Group, Effco et Majid Al Futtaim Group. Globalement, les investissements d'Abu Dhabi dans l'agriculture pakistanaise pèseraient déjà l'équivalent de 3 milliards de dollars US.
	Abu Dhabi Group	Pakistan	sucre, produits laitiers, cultures	Abu Dhabi group prévoit de construire des sucreries au Pakistan et de s'intéresser par ailleurs à des investissements dans l'agriculture et les produits laitiers.
	Emirate Investment Group	Pakistan	produits laitiers	Emirate Investment Group s'intéresse au développement du secteur laitier pakistanais.

Les accapareurs	Qui exactement	Pays cibles	Quelle production ?	Détails
	secteur privé	Philippines	fruit, poisson, céréales, produits de mer	Les nouveaux investissements étrangers des sociétés des EAU dans l'agriculture philippine sont en progression. Il s'agit notamment d'un projet de 50 millions de dollars pour le développement d'une bananeraie à Mindanao, des exploitations céréalières et de pisciculture à Luzon, et une conserverie d'ananas dans la province de Camarines Norte. D'autres entreprises s'intéressent à la possibilité de produire des fruits et des légumes biologiques, des noix de coco et des produits de mer. Bien que les détails concernant les acquisitions de terres ne soient pas encore connus, il est clair que ces investissements viseront à approvisionner les magasins des EAU. Un protocole d'entente entre les deux gouvernements a été signé à cet effet en juillet 2008.
	ADFD	Sénégal, Ouzbékistan		Le Fonds d'Abu Dhabi pour le développement recherche des terres dans des pays comme le Sénégal et l'Ouzbékistan pour produire des denrées alimentaires et de l'alimentation animale pour le marché des EAU.
	Gouvernement à gouvernement	Soudan	blé, maïs, fourrage, pommes de terre	Le gouvernement des EAU investit dans la production alimentaire au Soudan pour couvrir les besoins de son propre marché. En août 2008, on estime que les EAU ont investi dans un total de 900 000 <i>feddans</i> (378 000 ha) de terres agricoles dans différents États soudanais, notamment dans une plantation de 16 000 ha pour la production de maïs et de blé. Selon certaines sources, Khartoum fournit gratuitement ces terres. Il a aussi été rapporté que le Fonds d'Abu Dhabi pour le développement espère constituer une entreprise commune avec un autre partenaire arabe pour mettre en valeur au moins 70 000 acres (28 329 ha) dans l'État du Nil, dans le nord du Soudan, pour une somme s'élevant à « plusieurs centaines de millions de dirhams », pour la production de blé, de maïs, d'alfalfa et éventuellement de pommes de terre. Des études initiales sur ce projet seront finalisées en novembre 2008.

STRATÉGIE PUREMENT COMMERCIALE

Agrowill AB (Lituanie)	Russie		Agrowill possède actuellement 14 500 ha de terres dans la région de la Baltique mais vise à obtenir 50 000 ha de terres agricoles dans la région des Terres noires avant la fin de l'année 2008. Fin septembre 2008, il a créé un Fonds spécial Foncier pour avoir la responsabilité exclusive de la propriété des terres agricoles à l'étranger.
Alpcot Agro (Suède)	Russie, Ukraine	orge, blé, seigle, sarrasin	Alpcot Agro contrôle actuellement 128 000 ha de terres agricoles russes avec un investissement global de 230 millions de dollars US. Son objectif pour la fin de 2008 est de 200 000 ha, dont 50 000 ha (plus de 150 000 tonnes) seront moissonnés. L'entreprise étend et développe rapidement ces activités, et ouvre actuellement des bureaux en Ukraine.
Barclays (RU)			En mars 2008, Reuters rapporte que Barclays Capital, la branche investissement de Barclays, cherche activement à acquérir des terres agricoles.

Les accapareurs	Qui exactement	Pays cibles	Quelle production ?	Détails
	Black Earth Farming (Suède)	Russie	produit laitiers, viande, céréales, oléagineux	Black Earth Farming (BEF) est l'une des nombreuses sociétés étrangères qui achètent des terres dans la région des Terres noires du sud de la Russie, pour le marché mondial. Mi-2008, BEF possédait 331 000 ha de terres agricoles russes sous son contrôle, dont 143 600 ha auront une production cette année. (Agrolipetsk, l'une des filiales de BEF, a regroupé 20 anciennes fermes collectives soviétiques en un seul domaine de 40 468 ha.) Au total, 350 millions de dollars US ont été investis jusqu'ici pour produire du blé, de l'orge, du maïs et des oléagineux. Les activités agricoles de BEF en Russie sont réunies à l'intérieur du groupe d'entreprise moscovite Agro-Invest.
	BlackRock (États-Unis)			En septembre 2008, BlackRock, une grande société de gestion des investissements, a annoncé qu'il constituait un fonds spéculatif agricole de 200 millions de dollars US. Quelque 15 % du fonds, soit 30 millions de dollars, seront investis dans des acquisitions de terres agricoles.
	cru Investment Management (RU)	Malawi, Afrique	piments, manioc, maïs	cru Investment, un fonds éthique, facilite les investissements privés dans l'agriculture africaine pour des rendements garantis de 30-40 %. Il contrôle déjà plus de 2 500 ha de terres agricoles au Malawi et exploite 4 000 ha supplémentaires dans ce pays grâce à des systèmes de « producteurs satellites » (outgrower schemes). Les produits sont exportés au RU. En septembre 2008, cru a annoncé qu'en 2009 il élargira son fonds Afrique au Moyen Orient. Ceci se traduit par une alliance avec des investisseurs du Golfe pour tirer parti des préoccupations concernant la sécurité alimentaire.
	Deutsche Bank (Allemagne)	Chine	volailles	Deutsche Bank prévoit d'investir 60 millions de dollars US dans le secteur de l'élevage en Chine en prenant une participation de 30 % dans une exploitation avicole à Shanghai. Elle s'intéresse aussi à Tianjin Baodi Agriculture and Technology Co Ltd, qui prévoit de construire 10 très vastes installations de transformation de la viande dans le pays pour tenter de dépasser Yurun et Shuanhui.
	Dexion Capital (RU)	Australie, Kazakhstan, Amérique latine, Russie, Ukraine		Selon le <i>Financial Times</i> , le fonds Global Farming de Dexion Capital cherche à lever 280 millions de dollars US pour acheter 3 millions d'acres (plus de 1,2 million d'ha) de terres en Russie, au Kazakhstan, en Ukraine, en Australie et en Amérique latine, et de multiplier la production par cinq en dix ans. Dexion est un gestionnaire de fonds spéculatif britannique.
	Goldman Sachs (États-Unis)	Chine	volailles	En août 2008, Goldman Sachs a investi 300 millions de dollars US pour prendre le contrôle total de plus de 10 exploitations avicoles dans les provinces du Hunan et du Fujian, en Chine. Goldman contrôle déjà complètement (en commun avec CDH) Henan Shuanhui et détient une participation de 13 % dans China Yurun Food Group. Ces derniers sont respectivement les numéros un et deux des transformateurs de viande.

Les accapareurs	Qui exactement	Pays cibles	Quelle production ?	Détails
	Société financière internationale (Banque mondiale)	Afrique, Argentine, Brésil, Kazakhstan, Paraguay, Russie, Ukraine, Uruguay		En septembre 2008, la Société financière internationale, la structure d'investissement commercial de la Banque mondiale, a annoncé qu'elle allait considérablement développer ses investissements dans le développement du secteur agroalimentaire du fait du récent intérêt du secteur privé qui recherche des gains à travers la crise alimentaire. Une partie de ses dépenses serviront à mettre en production des terres « sous-utilisées ». La Banque mondiale travaille dur dès maintenant pour que les terres agricoles dans des pays comme l'Ukraine puissent être vendues à des investisseurs étrangers grâce à des réformes du marché. En 2008, la SFI a dépensé 1,4 milliard de dollars US dans la filière agroalimentaire, dont 900 millions sont allés directement à des entreprises agroalimentaires.
	Knight Frank (RU)	Royaume-Uni		Knight Frank, une société mondiale de conseil en immobilier, est en train de constituer un fonds spéculatif pour acheter des terres agricoles au Royaume-Uni.
	Landkom (RU)	Ukraine	blé, colza	Landkom, un groupe d'investissement basé au Royaume-Uni, a loué plus de 100 000 ha de terres agricoles en Ukraine pour produire des cultures vivrières pour le marché international. Son objectif est de contrôler au moins 350 000 ha dans ce pays d'ici 2011.
	Lonrho (RU)	Angola, reste de l'Afrique		En octobre 2008, le <i>Financial Times</i> a rapporté que Lonrho, une société panafricaine basée à Londres, réunissait des fonds pour acquérir 20 000 ha de terres agricoles productives en Angola et faire des profits avec du commerce international de denrées alimentaires en cette période de prix élevés. Cette tentative fait partie d'une stratégie « agressive » pour acquérir dix fois ce chiffre (200 000 ha) dans le même but dans toute l'Afrique. Le gouvernement angolais serait en train d'essayer d'attirer l'équivalent de 6 milliards de dollars US de nouveaux investissements agricoles et est engagé dans des discussions avec des grandes sociétés brésiliennes, espagnoles, portugaises, argentines, canadiennes et américaines.
	Louis Dreyfus (Pays-Bas)	Argentine, Brésil, Cône Sud	soja, maïs, coton, éventuellement élevage bovin	Par le biais de Calyx Agro, son fonds de capital investissement pour les acquisitions de terres agricoles dans le sud de l'Amérique latine, Louis Dreyfus Commodities possède déjà 60 000 ha de terres agricoles au Brésil, pour lesquelles il a consacré 120 millions de dollars US.. (AIG a investi 65 millions de dollars.) Il est prévu que les profits à la revente proviennent d'une augmentation de la productivité des terres.
	Morgan Stanley (États-Unis)	Ukraine		Morgan Stanley a acheté 40 000 ha de terres agricoles au Brésil.

Les accapareurs	Qui exactement	Pays cibles	Quelle production ?	Détails
	Palmer Capital (Allemagne) et Bidwells (RU)	République tchèque, Hongrie, Pologne, Roumanie, Europe occidentale		En septembre 2008, un fonds de 300 millions d'euros (425 millions de dollars US) a été lancé conjointement par Bidwells et Palmer Capital Partners pour acheter des terres agricoles en Europe. Il s'agit, selon eux, du plus grand fonds de ce type.
	RAV Agro Pro (États-Unis, Israël, RU)	Russie	céréales, tournesol	Une société russe, soutenue par des capitaux israéliens, américains et britanniques, contrôle déjà près de 122 000 ha de terres agricoles en Russie.
	Renaissance Capital (Russie)	Ukraine		Renaissance Capital, une banque d'investissement basée à Moscou, a loué 300 000 ha de terres agricoles en Ukraine.
	Schroders (RU)			En septembre 2008, Schroders, une société de gestion d'actifs, envisageait de lancer le Global Land Fund, un nouveau véhicule d'investissement spécialisé qui consacrerait 25 % de son capital à l'acquisition de terres agricoles. Le fonds vise un rendement annuel net de 10-15 %, sur une période d'investissement de 5-10 ans, sur des achats de terres agricoles. En octobre 2008, Schroders a annoncé que le lancement serait retardé.
	Trans4mation Agric-Tech Ltd (RU)	Nigeria	riz, manioc, poisson	Cette société d'investissement britannique participe à une joint-venture avec une entreprise vietnamienne qui amènera des travailleurs, des chercheurs et des technologies vietnamiennes à des villages du Delta du Niger pour produire des denrées alimentaires pour le marché local et le marché mondial. T4M, comme on l'appelle parfois, aurait reçu un financement par prêt de 36 millions de dollars US du gouvernement britannique, et les villages du Delta fournissent les infrastructures, notamment les terres. Un minimum de 10 000 ha de terres fertiles a été affecté au projet pour 25 ans par des responsables gouvernementaux du Delta. Stephen Liney, le directeur du projet, a actuellement des discussions similaires avec les gouvernements des États de Rivers, d'Abia et d'Ebonyi.
	Trigon Agri (Danemark)	Russie		Contrôle 100 000 ha de terres cultivées dans les régions de Penza et Samara.

Note : Pour les sources, veuillez consulter le Bloc-notes Google que GRAIN a compilé et publié le 24 octobre 2008 sur : <http://tinyurl.com/landgrab2008>. GRAIN ne peut garantir le maintien de l'intégrité de ce Bloc-notes, mais une version PDF de sauvegarde est disponible sur demande à tous ceux qui souhaitent avoir une copie du fichier tel qu'il était à sa date de publication. Veuillez nous adresser un message à grain@grain.org pour une copie.